



Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 4, n°1 | 2000
Varia

Danielle Laberge, *Marginaux et marginalité, les États-Unis aux XVIII^e et XIX^e siècles*

Paris, 1997, L'Harmattan (Déviance et Société), Coll. Logiques sociales, 279 p., bibliographie, ISBN 2 7384 5087 3.

Michel Porret



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/866>
ISSN : 1663-4837

Éditeur

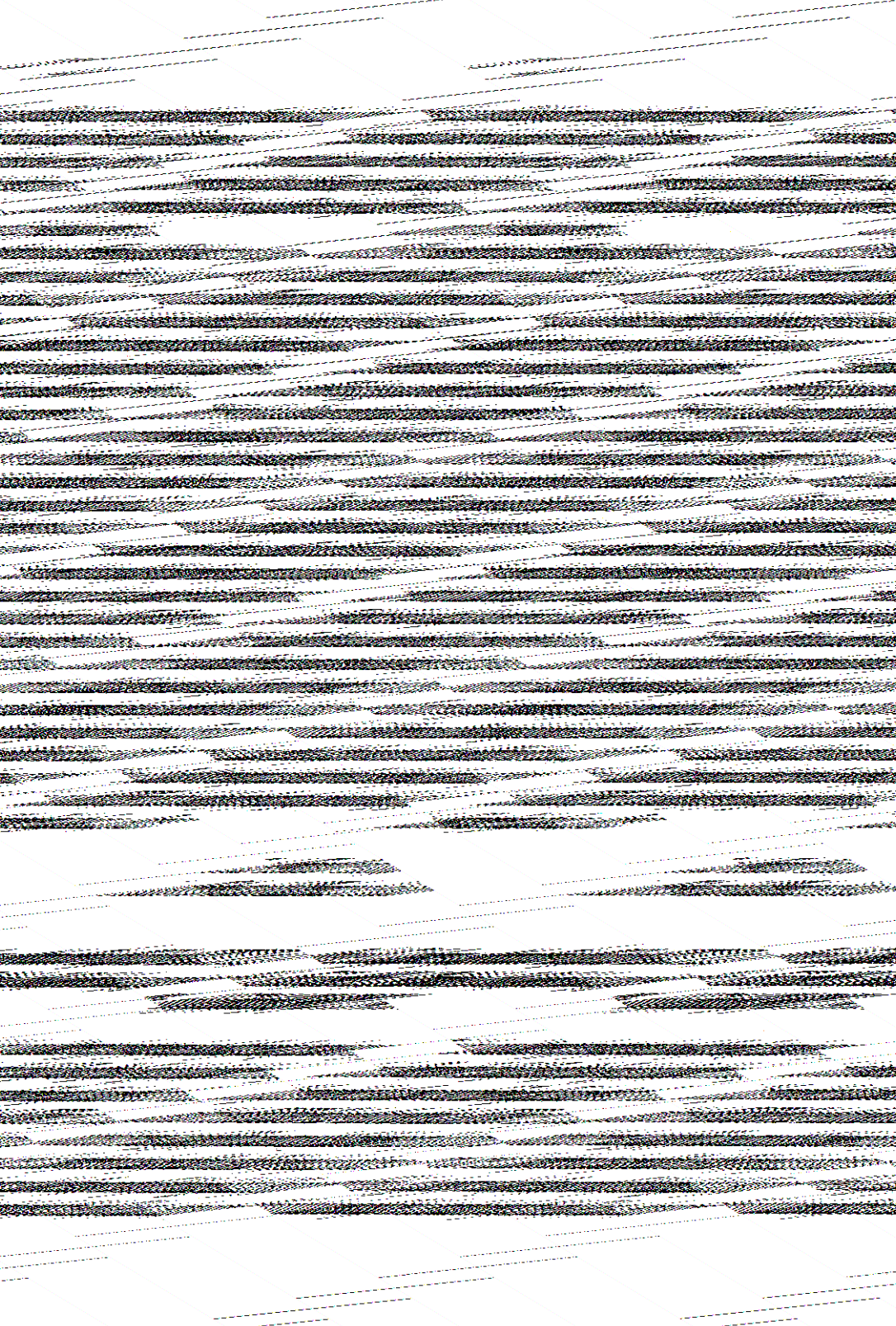
Librairie Droz

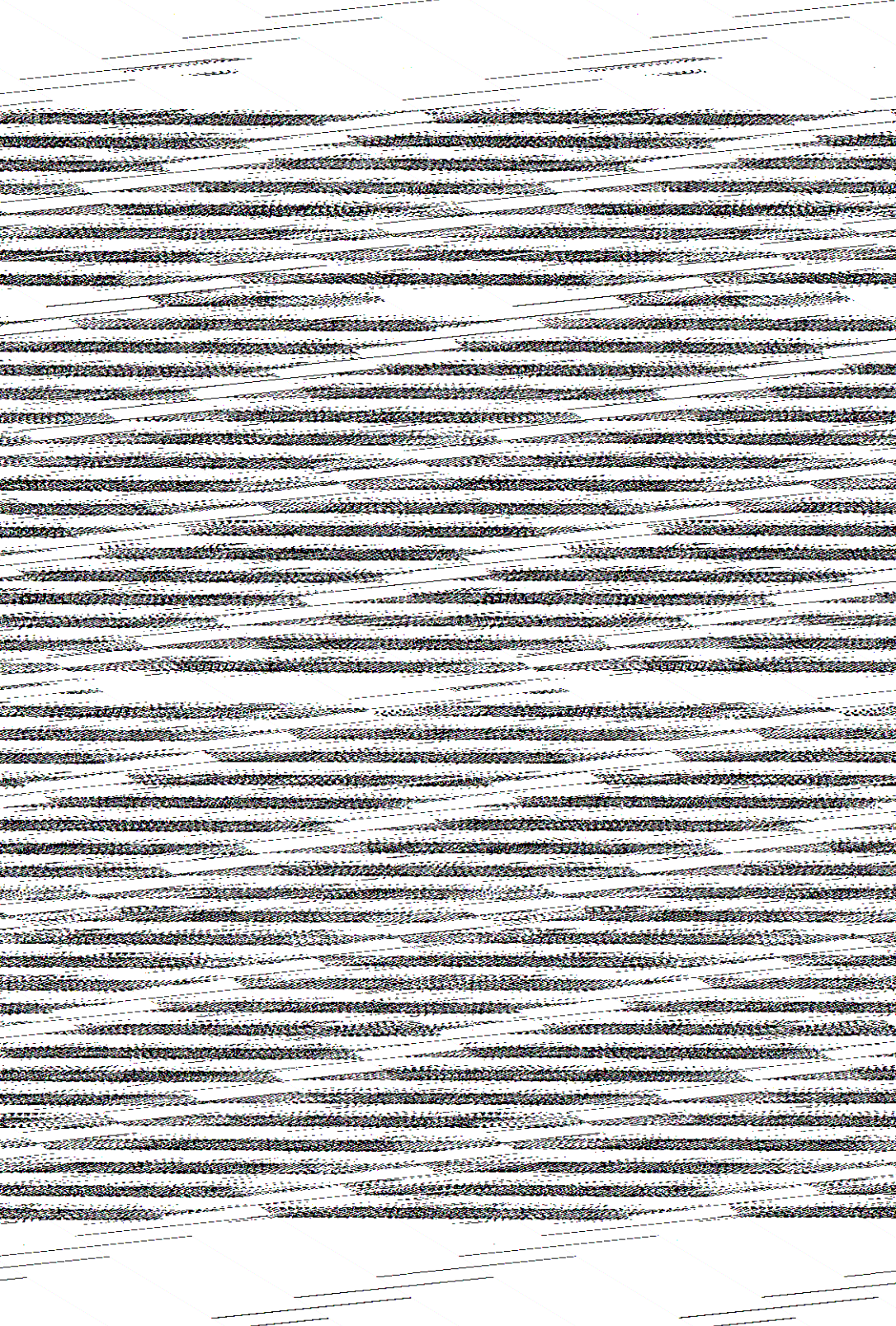
Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000
Pagination : 129-131
ISBN : 2-600-00433-5
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Michel Porret, « Danielle Laberge, *Marginaux et marginalité, les États-Unis aux XVIII^e et XIX^e siècles* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 4, n°1 | 2000, mis en ligne le 02 avril 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/chs/866>





colorent la marginalité subie de qualificatifs nouveaux : en Europe de même qu'aux États-Unis, la question sociale après 1830-1840 est alors pensée en terme de « pathologie sociale » ; de son côté, la criminologie naissante (et bientôt dominante) enferme cette pathologie dans un questionnaire « scientifique », obsédé par la récidive, le milieu social et l'atavisme.

Cet ouvrage est précieux parce qu'il permet quelques comparaisons avec les modèles européens du contrôle social de la précarité (réhabilitation). Pourtant, l'objet visé par l'auteur semble trop vaste : synthétiser en moins de 300 pages les mutations séculaires de la politique du contrôle social des marginaux aux États-Unis, pays marqué en outre par un formidable processus d'urbanisation, de migration et de paupérisation, ne peut aboutir qu'à un premier bilan où les réponses ne sont donc, tout naturellement, que partielles. Toutefois, l'ouvrage permet de comprendre aujourd'hui l'effondrement du modèle nord-américain en matière de politique sociale. La crise américaine devrait signaler les politiques de contrôle social qu'il ne faut pas suivre dans les régimes démocratiques européens. Dès la fin du siècle des Lumières, ceux-ci misent sur la prévention et la perfectibilité des individus et des institutions, parient sur la réhabilitation via la prison carcérale, ce revers obligé de tout contrat social moderne. Comme le souligne justement Danielle Laberge, l'« extension de la pénalité » est pourtant devenue aujourd'hui aux États-Unis l'essence même du contrôle social de la marginalité ou de la misère. Dans une culture du libéralisme économique, la politique sociale reste en outre une « affaire de sous ». Cet économisme pénal mène l'État à se retirer, paradoxalement, du champ même du contrôle social dont il a besoin pour assurer la sécurité des individus et des biens, ainsi que la sienne. Dans une nation où la culture de la violence reste une des valeurs fondamentales des « libertés » individuelles depuis ses origines (conquête, lynchage, détention d'armes, etc.), ce recul étatique engendrera peut-être, suggère avec pertinence Danielle Laberge, un retour radical à l'eugénisme social ou aux pires usages de la justice privée dans les vingt prochaines années.

Michel Porret
 Michel.Porret@lettres.unige.ch

Frédéric Ocqueteau, *Les défis de la sécurité privée. Protection et surveillance dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, « Déviance & Société », 1997, 190 p. ISBN 2-7384-5498-4

Longtemps le seul chercheur à s'intéresser en France au secteur émergent de la sécurité privée, Frédéric Ocqueteau a consacré à cette question plus de dix années de travaux, qui contribuèrent largement à la fonder comme objet d'étude sociologique et juridique. Précis et synthétique, ce petit livre apparaît donc à la fois comme un bilan des recherches réalisées et une mise au point critique. Outre la recension très complète qu'il propose de la littérature sur ce sujet, l'ouvrage vaut au moins à trois égards : par le recentrage qu'il opère de la notion de « sécurité privée », et qui permet de cerner le secteur dans toute son étendue contemporaine ; par l'analyse des diverses recompositions professionnelles qui l'affectent depuis une vingtaine d'années ; par l'étude enfin des relations entretenues avec les pouvoirs publics, qui posent à la fois la question de la légitimité de la sécurité privée dans un État de droit, et celle du risque de « déficit démocratique » qu'elle peut constituer.